



Ministre de l'Énergie,  
des mines, de l'eau et du  
développement durable

# Aziz Rabbah

Port de Kénitra, plan gazier, stratégie électrique, **centrale Tahaddart** ou encore ses relations avec le parti. Aziz Rabbah a rencontré EE dans le cadre d'un entretien à bâtons rompus.

**Zakaria Lahrach  
et Ghassan Wail El Karmouni**

**Cela fait plusieurs semaines que nous planifions notre rendez-vous. Vous arrivez à trouver du temps entre votre poste de ministre et celui de maire d'une ville comme Kénitra ?**

C'est vrai que c'est très difficile. Ce sont deux grandes responsabilités, notamment concernant mes obligations à Kénitra. La ville est aujourd'hui en pleine expansion et mérite une attention particulière avec beaucoup de chantiers lancés. Je délègue donc au maximum en ne laissant que les dossiers à caractère stratégique. Heureusement, je peux compter sur une large majorité avec 75% des sièges. Nous sommes d'accord avec les différents partenaires, à commencer par l'autorité, pour veiller sur les objectifs et les grands projets. Même l'opposition est d'accord avec nous et c'est très rare de les voir voter contre nos propositions. Nous avons trouvé une méthode pour éviter les clashes, ce qui ne les empêche pas d'avoir leurs points de vue qu'ils expriment. Nous donnons finalement l'image d'une vie politique plus ou moins saine.

**En parlant de chantier, cela fait près d'un siècle que l'on évoque celui du port de Kénitra. Le projet verra-t-il seulement le jour ?**



Le projet est inscrit dans la stratégie portuaire qui a été présentée en 2012. Il fait également l'objet d'une entente entre le gouvernement et le groupe français PSA. Les études le concernant sont terminées, mais il faut que les conditions requises pour le lancer soient réunies, sachant que les projets stratégiques suivent une procédure particulière.

**Encore un petit moment à attendre donc...**

Vous savez, la compétitivité de PSA n'est pas basée uniquement sur le port mais sur une logistique globale. Aujourd'hui, toute la zone franche de Kénitra bénéficie d'une logistique qui est très avancée non loin des ports stratégiques et à proximité des réseaux autoroutier et ferroviaire. Bien sûr, la région a besoin d'un port, mais le tout est de savoir quel est le moment opportun pour le lancer.

**Une feuille de route à horizon 2021 a été mise en place pour le développement du GNL, mais les chantiers sont fortement compromis. Pourquoi autant de retard sur le lancement des appels d'offres de réalisation ?**

Il n'y a pas de retard, mais votre question est une occasion de clarifier pas mal de points dans le domaine de l'énergie. Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que les objectifs stratégiques sont fixés sur la base d'une planification rigoureuse, actualisée annuellement en fonction de plusieurs paramètres et de nouvelles données. Dans ce sens, lorsque la stratégie a été lancée en 2009, nous avons annoncé des objectifs précis : atteindre un mix électrique dans lequel les énergies renouvelables (EnR) devaient avoir une place très importante estimée à 42% de la puissance électrique installée en 2020. Puis en 2015, lors de la COP21 le royaume a affiché un nouvel objectif visant à atteindre 52% en EnR à l'horizon 2030. Aujourd'hui, la donne a changé et nous allons revoir à la hausse, sur instructions de Sa Majesté, ces indicateurs parce qu'on a bien remarqué qu'il y a une attractivité extraordinaire autour de la question. On devrait donc être capables de dépasser les objectifs qui ont été fixés initialement.

D'autres paramètres ont également impacté la planification électrique, notamment la consommation électrique qui a connu une baisse importante, la rationalisation de la consommation de l'énergie électrique à travers les actions d'efficacité énergétique et la nécessité de maximiser l'intégration des EnR tout en optimisant le coût

## Interview

du kWh produit au niveau du système électrique national.

Aussi, il ressort de l'actualisation du programme d'équipement de l'ONEE, en plus d'une augmentation de la part des EnR dans le mix électrique national de 58% à l'horizon 2030, un besoin en moyens de flexibilité fonctionnant en gaz naturel liquéfié (GNL) à partir de 2028-2029.

### En termes de capacités installées ou en termes de capacités appelées ?

En termes de capacités installées. En 2018 par exemple, nous avons eu une capacité installée de l'ordre de 10.641 MW, mais on avait enregistré une puissance appelée de la pointe annuelle d'environ 6.310 MW, soit une marge de réserve suffisante pour assurer l'équilibre offre-demande et faire face aux indisponibilités des moyens de production et aux aléas liés à l'intermittence des EnR.

### Donc vous dites qu'il y a eu une exportation de l'électricité en 2018 ?

Certes, si l'on considère les données de l'ONEE, nous avons bien exporté de l'électricité vers le marché espagnol de l'ordre de 123 millions kWh en 2018. D'ailleurs, les échanges commerciaux sont en ce sens gérés de manière optimale. Néanmoins, l'énergie exportée en 2018 reste relativement marginale et on prévoit de la renforcer davantage en 2019. Je souhaiterais mettre en exergue ici le système de dispatching extraordinaire dont nous disposons qui est basé sur des outils sophistiqués de gestion et d'aide à la décision, permettant de gérer le système électrique national et de placer de manière optimale les moyens de production. Pour bien gérer la flexibilité du système et assurer sa fiabilité, le gaz occupera donc une place plus importante dans le mix d'ici 2030 pour faire face à l'intermittence des EnR. Bien sûr, quand on a la possibilité d'utiliser des EnR on réduit la sollicitation des moyens de production à base d'énergies fossiles, il faut toutefois veiller à ne pas compromettre la sécurité du système électrique, la continuité de service ni l'optimalité du mix électrique.

### Mais tout ceci est prévu pour quand ? Car si l'on parle de la stratégie gazière, c'est raté pour 2021...

Ce n'est pas raté. Nous avons annoncé une date sur la base des données dont nous disposions à l'époque de l'élaboration du projet qui stipulaient qu'on aurait besoin du gaz à partir de 2021-2022. Mais avec le développement des EnR,

«La compétitivité de PSA n'est pas basée uniquement sur le port de Kénitra, mais sur une logistique globale.»

on a bien remarqué que l'agenda doit changer. Maintenant, à l'horizon 2030, il faut qu'on développe une puissance de 1.200 MW, et une autre puissance équivalente au-delà de 2030.

### 2.400 MW, c'est l'équivalent du plan solaire ?

Oui...enfin, c'est l'équivalent du solaire aujourd'hui mais d'ici là, les capacités pour cette source d'énergie auront doublé. Le solaire atteindra ainsi 3.200 MW et un peu plus de 5.000 MW de capacité en éolien. Il faut noter que ce sont de nouvelles capacités qui sont à comptabiliser en plus de la production des centrales existantes et futures fonctionnant au gaz naturel. Les données ont beaucoup changé. Il y a d'un côté la montée en puissance des EnR et de l'autre l'efficacité énergétique qui gagne aussi du terrain. Le citoyen, les ménages, les agriculteurs, les industriels n'ont pas attendu. Il y a une tendance nationale à utiliser les EnR dans les différents domaines. Aujourd'hui on est surpris de voir les industriels utiliser d'autres types d'énergie sans parler de l'autoproduction qui commence à prendre de l'ampleur. Avec de tels changements par rapport à nos prévisions initiales, on devait bien revoir notre agenda. On ne va pas construire des centrales juste pour le plaisir de le faire.

### Le plan gazier à Jorf est-il toujours d'actualité ?

Bien sûr. Nous venons d'ailleurs de tenir une réunion avec l'ONEE est les quatre conseillers qui nous accompagnent. Il s'agit de grands cabinets internationaux qui nous apportent une expertise financière, juridique et technique. Disons que l'option qui a été retenue pour ce grand projet (30 milliards de dirhams) est de séparer l'achat du gaz de la construction de la plateforme. Nous sommes actuellement en train d'étudier la meilleure option pour l'emplacement des centrales électriques à GNL. La première centrale sera installée près de Jorf, là où il y a le port et les autres centrales plus loin puisqu'on aura certainement besoin d'acheminer le gaz vers d'autres destinations. La destination décidée comme première étape est énergétique (« gas to power » «GTP»), mais il y aura aussi la destination industrielle (« gas to industry » «GTI»). Peut-être qu'on pourra avoir les deux en même temps, voire privilégier le GTI.

### La convention de transit de gaz entre le Maroc et l'Algérie arrive bientôt à échéance. Quels sont les nouveaux termes du contrat qui vont être négociés ?

## Interview

Premièrement, il faut souligner que cette infrastructure va devenir la propriété de notre pays, Dieu merci. Donc nous avons gagné une infrastructure. Maintenant nous sommes en train de voir quel est le meilleur moyen pour la gérer. Certainement ça sera une société marocaine avec des partenaires qui ont de l'expérience en la matière. Elle sera une composante de toute la logistique gazière de notre pays. Nous avons d'ailleurs lancé une étude sur la logistique du gaz de manière globale étant donné que le gaz va devenir «une donne très importante». Ensuite, il peut y avoir la possibilité d'avoir l'import et l'export du gaz naturel. Je suis intimement convaincu que tous les ingrédients sont réunis pour faire de notre pays une plateforme internationale.

### Via le GME ou via le terminal gazier ?

Dans une optique d'exportation ? Certainement à travers le GME. Parce que le terminal gazier est dédié à l'importation. C'est une idée qu'on pourra proposer au Conseil technique en lui demandant d'imaginer la réversibilité. Mais la possibilité d'utiliser la plateforme pour exporter le gaz ne pourra se faire qu'une fois qu'on disposera davantage de gaz. D'après les données que nous avons, cela ne risque pas de se produire avant 2030.

### Par rapport au terminal gazier, quand est-ce qu'il sera prêt ?

Le terminal gazier est la composante la plus facile. On a l'expérience pour construire et gérer les terminaux les plus sophistiqués. Tanger Med nous a fourni, à ce titre, beaucoup d'expertise. Le problème n'est pas l'infrastructure portuaire maritime en elle-même. Mais pour répondre à votre question, je peux dire que nous aurons en 2028, au plus tard, notre plateforme GNL.

### Avec les 400 km de pipe ?

Il convient de rappeler que le pipeline est destiné pour desservir à la fois les centrales électriques et les zones industrielles se trouvant dans l'axe Jorf – Kénitra. Il ne faut pas construire la logistique pipeline juste parce qu'elle est intégrée dans le projet, il faut plutôt la dimensionner par rapport à sa configuration. Ainsi, on commencera peut-être avec un premier segment et on reportera la construction des autres selon l'évolution de la demande. Par contre, si on a besoin du GNL pour Tahaddart, on prolongera le pipe jusqu'au GME. Après, il se peut que l'on n'en ait pas besoin du tout. La logistique va suivre la demande et l'utilisation.

«L'option qui a été retenue pour le plan gazier de Jorf est de séparer l'achat du gaz de la construction de la plateforme.»



### Où en sont les négociations actuellement ?

Les négociations entre les Espagnols et les Algériens sont terminées. Ils se sont mis d'accord pour continuer leur coopération dans le domaine gazier qu'ils ont prolongé pour 8 ans. Par contre, le volume global exporté a été revu à la baisse. On parlait avant d'une capacité de 14 milliards de mètres cubes, mais le volume a été réduit à 9 milliards. Les Algériens gardent les deux options, mais de toute façon le GME est beaucoup plus compétitif et restera toujours comme alternative pour l'export du gaz algérien.

### Si l'on suit la stratégie gazière, il y a un vide entre la fin de la convention avec l'Algérie en 2021 et la réception du GNL en 2028. Il va pourtant bien falloir alimenter Tahaddart et Aïn Beni Mathar entre-temps, comment allez-vous faire ?

Bien sûr, on aura toujours besoin de gaz pour alimenter les deux centrales mais nous avons le GME. On peut même réfléchir à sa réversibilité dès maintenant. L'option de l'achat du gaz de l'Algérie est également sur la table vu que la convention est prolongeable. Nous n'avons pas encore commencé les négociations. D'ailleurs, même si c'était le cas, je ne le vous dirais pas. Je ne peux pas donner des précisions car ce sont des négociations, il faut toujours laisser de l'ambiguïté pour mieux négocier (rires).

### Un rapport publié en ce début d'année par Fitch Solutions, une filiale de l'agence de notation, pointe du doigt la «non-faisabilité» du projet de gazoduc Maroc-Nigeria en arguant des difficultés techniques mais également politiques. Le projet est-il toujours d'actualité ?

Il est toujours d'actualité. Les équipes se réunissent assez souvent et on avance sur les études. Il faut savoir qu'un projet multinational de cette envergure est très complexe. Déjà qu'un projet entre deux pays est très difficile avec tous les aléas qu'il faut gérer, je vous laisse donc imaginer la complexité de celui-ci. Il y a d'abord l'aspect technicité puisqu'il faut prendre en considération l'Atlantique et toute la complexité géologique pour acheminer le gaz. Mais je crois que l'intelligence collective des différents pays qui sont impliqués va aider à dépasser les blocages.

**Entre-temps, nos voisins de l'Est viennent de signer en octobre un accord de parachèvement du gazoduc Nigeria-Algérie. Pensez-vous que ce dernier sera le premier à voir le jour et le cas échéant, quelle est la pertinence d'un projet pareil du côté du Maroc ?**

C'est tout à fait normal. C'est de la concurrence. Je ne peux pas me prononcer car je n'ai pas les données concernant la connexion Nigeria-Algérie mais ce qui est certain c'est que c'est de la concurrence positive. Aujourd'hui l'Afrique a besoin de beaucoup d'infrastructures complémentaires. On avait déjà parlé de ça lorsque j'étais au ministère de l'Équipement. Nous avons organisé un grand congrès sur ce qu'on appelle la logistique régionale et nous avons identifié des besoins dans beaucoup de composantes logistiques (routière, ferroviaire, aéroportuaire...) pour l'économie africaine. Pour nous, avoir deux plateformes n'est pas un problème.

**Un petit point par rapport à la stratégie gazière. Quels sont les montages financiers qui vont être favorisés ?**

Ça sera certainement un partenariat public-privé (PPP). Nous allons lancer l'appel d'offres pour déterminer qui va développer cette plateforme.

**Concrètement, est-ce que le consortium qui va construire est le même qui va produire l'électricité ?**

Nous n'avons pas encore tranché. Au cas où le consortium prendra le projet à 100%, cela impliquera un KWh plus cher à la sortie. Si par contre l'État intervient quelque part, par exemple dans le port ou s'il donne une subvention, le prix du KWh va être réduit. Maintenant, il s'agit de trouver la bonne formule, mais l'es-



«Nous allons peut-être revoir la formule de tarification de la consommation de l'eau [...] mais les couches sociales ne seront absolument pas concernées.»

sentiel est que c'est un partenariat public-privé. Le curseur de l'État va être mis là où l'intérêt du pays est visible. De toute façon, c'est l'ONEE qui in fine achètera le KWh.

**Le coût du solaire est plus important que le coût du mix électrique, ce qui fait qu'il est toujours subventionné. Est-ce que ce schéma risque de durer encore longtemps ?**

Non, il n'y aura pas de subventions dans les futurs projets puisqu'ils seront rentables. D'ailleurs, avec le PV et l'éolien, nous arrivons à des prix très avantageux et très intéressants. Parce qu'ils ont servi de déclencheur pour cette dynamique nationale, les premiers projets avaient besoin de la présence de l'État et de la subvention mais vu l'évolution technologique et l'évolution des prix, nous n'en avons plus besoin aujourd'hui.

**Qu'est-ce qui explique le retard de Noor Midelt ?**

Il n'y a pas de retard. Ce sont juste des négociations pour étudier les offres. On respectera les délais sur ce projet.

**Malgré une amélioration de ses indicateurs financiers, l'ONEE souffre encore d'un taux d'endettement alarmant à la fin de son contrat-programme. Sur quoi pensez-vous qu'il faut insister pour assainir la situation lors des prochaines négociations ?**

Ce qui est certain c'est que nous avons besoin d'un nouveau contrat-programme. D'abord pour que l'ONEE puisse continuer à livrer le service public universel. Il reste d'ailleurs beaucoup de développements à accomplir (améliorer le réseau, couvrir certaines zones, sécuriser la production...). Ensuite, parce que l'ONEE doit toujours optimiser sa façon de faire. On parle de l'efficacité énergétique, mais il faut aussi atteindre l'efficacité financière et l'efficacité de management. Troisièmement, il y a en effet un aspect financier qu'il faut régler. L'État certes doit intervenir et donner un peu d'argent pour régler cette situation, mais on doit chercher d'autres solutions.

**Une autre hausse à prévoir dans les factures ?**

Non, il ne s'agit pas de hausse. Nous allons peut-être revoir la formule de tarification de la consommation de l'eau parce qu'elle n'était

## Interview

pas concernée jusqu'ici, mais les couches sociales ne seront absolument pas impactées, que ce soit pour l'eau ou pour l'électricité. Ensuite le dernier point qui doit être inclus et qui me paraît intéressant concerne la gestion des centrales que possède l'ONEE. Il serait beaucoup plus pertinent d'imaginer, surtout pour les anciennes centrales, une forme de PPA pour qu'elles puissent continuer à fonctionner de manière optimale. Sous quelle formule ? C'est à notre génie marocain d'apporter une réponse.

### Vous pensez à Tahaddart ?

Je crois que Tahaddart sera un premier exemple, il ne faut pas oublier que nous avons des partenaires et un contrat qui va arriver à terme. La question est de savoir si l'on va continuer ce partenariat avec ce privé. L'idée à explorer serait de prolonger le contrat moyennant un ticket ou bien même donner une partie à un consortium marocain. Le plus important étant que la formule finale respecte 3 objectifs : la continuité du service universel, la continuité d'activité pour la centrale et l'optimisation de son fonctionnement afin d'avoir une recette financière pour l'ONEE.

### Le départ de Obaid Amrane, cheville ouvrière de Masen, présage-t-il une nouvelle phase pour l'Agence du solaire ?

Non, pas du tout. La force d'institutions telles que Masen est leur système de management qui est basé sur un effort collégial et une intelligence collective. Certainement, Obaid est un élément essentiel à la structure, mais je crois que Masen a pas mal de compétences en interne et peut même aller les chercher en externe. De toute façon, M. Bakkoury saura



«Il n'y a pas eu de solidarité gouvernementale pour laisser couler la Samir.»

comment gérer la situation et continuer dans la même dynamique.

### Ne pensez-vous pas que c'est plutôt un message pour lever un peu le pied, pour consolider les acquis avant d'aller vers d'autres investissements ?

Je ne sais pas. Ce qui est certain, c'est que Sa Majesté a fait confiance à M. Amrane pour gérer une boîte stratégique et c'est un bon message envers Masen. Ça veut dire que l'agence a aujourd'hui une très bonne équipe et elle pourra aussi être alimentée par d'autres éléments parce qu'il y a beaucoup de projets, beaucoup de défis, beaucoup de partenariats et elle a besoin de continuer dans la même dynamique, voire plus.

### Est-ce qu'on peut avoir les grandes lignes de la nouvelle stratégie énergétique ?

La stratégie a été lancée en 2009 et il y a énormément de chantiers sur lesquels il faut insister au cours de la prochaine décennie. Tout ceci doit s'accompagner d'un chantier qui est très intéressant, celui de la régulation. Il est temps aujourd'hui d'avoir un vrai système de régulation. Nous avons déjà mis en place l'agence de régulation, le directeur est nommé et on attend la nomination des autres membres pour que l'institution commence son travail. On inclura à cette agence les hydrocarbures et le gaz parce qu'on a besoin d'une grande institution de régulation qui va veiller sur l'approvisionnement, le stockage, la tarification de certains services comme les services de transport électrique et de transport du gaz et les partenariats.

### Concernant le dossier des hydrocarbures, vous pensez que c'est stratégique d'avoir un raffineur au Maroc ?

Je crois que c'est stratégique d'avoir deux choses. La première est une forme de raffinage pour un volume qu'il faut étudier à travers le marché. La deuxième est plus primordiale et concerne un système de stockage de raffiné.

### Y a-t-il eu une solidarité gouvernementale pour laisser couler la Samir ?

Non je ne suis pas d'accord. On s'est certes mobilisés pour des sociétés en difficulté mais la situation de Samir est différente : la société n'est pas

## Interview

en difficulté, elle est liquidée. Peut-être qu'on aurait pu faire quelque chose en 2012, 2011 ou même 2010 lorsqu'on a commencé à ressentir les difficultés. Mais le problème est ailleurs, il n'y avait pas de transparence. Tout d'un coup, les choses se sont aggravées d'une manière phénoménale. Quand une société est en difficulté on peut venir en aide mais quand elle est liquidée, le rôle de l'État est fini.

### **Avec la fermeture de 2.000 puits à Jerada, quelle économie alternative pour la région ?**

Jerada, et c'était peut-être une erreur par le passé, a basé toute son histoire sur les mines alors qu'elle a d'autres potentialités. Celles agricoles par exemple sont extraordinaires dans la région. Les ressources forestières le sont encore plus, mais on s'est concentrés sur les mines alors qu'elles ne sont pas durables. Aujourd'hui, Jerada a besoin d'un projet intégré de développement socio-économique. Toutes les facettes sont prises en considération y compris les mines et l'énergie. Nous avons lancé récemment une étude géologique pour toute la province pour déterminer quelles sont les nouvelles potentialités minières. D'après les premiers éléments que j'ai reçus, nous avons pu identifier des gisements de plomb, notamment vu que le charbon s'est épuisé. Nous nous intéressons ensuite à tout ce qui est recyclage des déchets miniers qui va «nettoyer» la zone, la purifier parce qu'il y a un impact environnemental néfaste. Nous avons reçu en ce sens deux investisseurs, un qui transforme les déchets miniers en matériaux de construction et un autre qui veut utiliser les déchets miniers, surtout le charbon, pour produire de l'électricité.

### **La dernière sortie de Benkirane n'a pas été des plus tendres à votre égard. Quelles sont vos relations avec l'ancien chef de gouvernement ?**

Abdelilah Benkirane est notre père, c'est notre professeur et notre mentor. Nous avons beaucoup appris de lui et je le tiens en estime. Quoi qu'il dise à mon égard, je ne peux pas lui répondre.

### **Tout le monde donne le parti du PJD perdant lors des prochaines élections.**

Je ne suis pas d'accord. D'ailleurs, ils ont dit la même chose lors des précédentes élections mais le résultat était en notre faveur. Peut-être que les Marocains nous font des reproches, parfois d'une façon sévère pour continuer à aller de l'avant. Mais je trouve que c'est normal que l'on nous pointe du doigt après deux mandats. Il y a sûrement une grande différence entre être dans l'opposition ou dans le gouvernement.

**«Peut-être que les Marocains nous font des reproches d'une façon sévère [...] Mais je trouve que c'est normal que l'on nous pointe du doigt après deux mandats.»**

### **C'est surtout normal si les résultats ne sont pas au rendez-vous...**

Non, c'est normal même si on réalise de bons résultats car les attentes de la population sont énormes. Encore que ça ne soit pas ça le plus grave puisqu'on peut avoir un écart entre les attentes et les réalisations et expliquer cet écart. Non, le plus grave c'est le gap qui existe entre la population et la politique, en particulier les jeunes. La politique ne se fait pas uniquement à travers les partis politiques. La politique, c'est d'avoir un intérêt pour l'évolution de ton pays. Je dis toujours quand je rencontre des jeunes et des cadres : que vous ne soyez pas contents des partis politiques est une position respectable, mais votre pays a besoin de vous, de votre dynamisme. Donnez une heure par jour, une journée par semaine ou même une journée par mois pour aller faire quelque chose pour le pays. ■



### **Les ambitions de Rabbah**

«Comment ça se fait que vous portiez tous des barbes alors qu'on s'en est débarrassé au parti ?». C'est sur cette boutade que nous accueillons Aziz Rabbah dans son bureau de l'Agdal. Corseté dans un costume 3 pièces impeccablement coupé au bleu gris aussi sobre qu'élégant, le ministre de l'Énergie, des mines et du développement durable est visiblement un homme occupé. «Vous avez exactement cinquante minutes, j'ai une intervention à 10h», nous prévient-il. Une technique bien connue pour mettre la pression sur les journalistes. En fait, c'est de bonne grâce qu'il répondra à nos questions pendant plus d'une heure trente. Un exercice dans lequel il excelle et où il n'hésite pas à donner ses avis sur les questions les plus diverses en développant ses réflexions et visions pour le Maroc, empiétant à l'occasion sur les secteurs de ses collègues. Se verrait-il en futur Chef du Gouvernement? Presque! «Le parti est riche en cadres, chacun d'entre nous peut assumer cette fonction», nous déclare le plus technocrate des PJDistes après avoir rectifié sa pose et en se calant confortablement dans son fauteuil.